

Réf : DCM/2017/n°2/7.1/11-01/2

Nombre des membres		
En Exercice	Présents	Qui ont pris part à la délibération
29	22	27

Date de la convocation : 4-01-2017

Date de l'affichage : 05-01-2017

OBJET :

ANNEE 2017
DEBAT D'ORIENTATION
BUDGETAIRE

Rapporteur : **Le Maire**

SEANCE DU 11 JANVIER 2017

L'an deux mille dix-sept,
Le ONZE JANVIER à 17 H 30

Le Conseil Municipal d'Aigues-Mortes, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Pierre Maumejean, Maire d'Aigues-Mortes.

Présents : Pierre MAUMEJEAN, Gilles TRAUJLET, Philippe CATHALA, Marielle NEPOTY, Arnaud FOUREL, Patricia VAN DER LINDE, Jean Claude CAMPOS, Jeanine SOLEYROL, Claude LAURIE, Patrice DEVILLE, Jean Claude BASCHIOU, Michel LEBLANC, Véronique BONVICINI, Hélène THELENE, Olivier BERTRAND, Maguelone CHAREYRE, Christelle BERTINI, Nathalie THEODOSE, Fabrice LABARUSSIAS, Cédric BONATO, Alexandra BONNET, Stéphane PIGNAN.

Absent ayant donné procuration :

Alain BAILLIEU à JC CAMPOS

Guillaume BER à Alexandra BONNET

Ariane MOLLUNA à Nathalie THEODOSE

Rachida BOUTEILLER à F. LABARUSSIAS

Sabine ROUS à Pierre MAUMEJEAN

Absents : Noémie CLAUDEL, Amandine JACINTO

Secrétaire de séance : Maguelone CHAREYRE

L'hebdomadaire « la Gazette des Communes » dans un article intitulé « Rigueur Budgétaire à tous les étages » précise « Coupes dans les budgets, non-remplacement des départs à la retraite, hausse des tarifs et des impôts... Confrontées à la baisse des dotations, les collectivités sont, peu ou prou, contraintes d'opérer les mêmes choix ». Aigues-Mortes, comme les autres communes, n'échappe pas à la règle et se doit de réduire sa dépense publique. Plusieurs pistes sont à étudier :

- Stabilisation du budget de fonctionnement
- Gel de la dette sur le mandat à 11.5 M€ de CRD (Capital Restant Du) pour le budget principal
- Rabotage des effectifs sur le mandat par le non-remplacement des départs en retraite
- Etudes sur l'évolution de certains services
- Hausse des tarifs plutôt qu'augmentation forte des impôts locaux
- Gestion active du patrimoine et des emprunts
- Mutualisation des services
- Benchmarking

La loi de finances reprend les engagements déjà annoncés sur la baisse des dotations au bloc communal et sur le report de la réforme de la DGF :

- réduction de moitié de la contribution des communes au redressement des comptes publics.

- Inclusion des budgets annexes des services publics administratifs dans le calcul de la contribution au redressement des finances publiques
- Revalorisation des bases d'imposition de 0.4%. Il est à noter, qu'à compter de 2018, la mise à jour périodique forfaitaire des valeurs locatives foncières sera liée au dernier taux d'inflation annuelle constatée pour les valeurs locatives n'étant pas concernée par la réforme applicable aux locaux professionnels.

Autre élément non négligeable à prendre en compte la baisse continue de la population, depuis 2015 :

- 2014 : 8 628
- 2015 : 8 646
- 2016 : 8 536
- 2017 : 8 504

Enfin il est rappelé que la loi Notre prévoit que :

- Le DOB doit porter sur les opérations du budget principal et sur celles des budgets annexes.
- L'information doit contenir des éléments sur les principaux investissements projetés, le niveau et l'évolution de l'endettement, la variation des taux d'imposition envisagée, des éléments d'analyse prospective

En préambule, je tenais à préciser que les tableaux qui vont vous être présentés sont établis sur la base des comptes administratifs pour les années 2011-2015 et sur les crédits votés pour l'année 2016 (sauf en ce qui concerne le 012)

LES DEPENSES de FONCTIONNEMENT

Ont évolué de plus de 35 % entre 2011 et 2016, et plus rapidement que les recettes de fonctionnement (21.5%) Conformément aux mesures préconisées ci-dessus, une quasi-stabilisation des dépenses de fonctionnement est programmée pour 2017 (-130 000 € environ).

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (prev.)
charges à caractère gal	2 094 093 €	2 354 187 €	2 383 013 €	2 356 391 €	2 685 517 €	2 800 865 €	2 875 000 €
charges de personnel	3 952 123 €	5 516 150 €	5 787 637 €	6 087 551 €	6 512 456 €	6 280 314 €	6 291 390 €
autres charges de gestion courante	1 645 245 €	1 559 769 €	1 578 473 €	1 701 240 €	1 330 242 €	1 458 825 €	1 268 000 €
charges financières	520 716 €	526 123 €	490 723 €	469 634 €	442 236 €	427 410 €	395 000 €
charges exceptionnelles	674 141 €	44 553 €	16 344 €	11 932 €	12 200 €	6 500 €	3 000 €
amortissements	434 526 €	484 846 €	522 920 €	599 258 €	648 784 €	838 154 €	805 000 €
autres (prélèvement)						955 843 €	1 000 000 €
TOTAUX CA	9 320 844 €	10 485 628 €	10 779 110 €	11 226 006 €	11 631 435 €	12 767 911 €	12 637 390 €

- **Les charges de personnel :**

Comme pour beaucoup de collectivités les charges de personnel constituent le 1^{er} poste des dépenses de fonctionnement. Leur maîtrise constitue un enjeu majeur pour la commune. Toutefois cette dernière ne peut s'affranchir de certains éléments qui échappent à la compétence des collectivités locales:

- le GVT
- le relèvement du taux de cotisation à la CNRACL en 2013 et 2014

Agent maitrise pal	1	2	4	5	5	2
Agent social 2ième classe	1	0	0	0	0	0
ASEM 1°classe	4	3	2	1	1	1
ASEM 2°classe pal	1	1	1	2	2	2
ASEM 1°classe pal	0	0	1	1	1	0
Auxiliaire de puer 1°classe	3	3	3	3	2	1
Auxiliaire de puer pal 2°classe	3	3	2	2	2	3
Auxiliaire de puer pal 1°classe	0	1	2	2	3	3
Brigadier	0	1	1	1	2	1
Brigadier chef pal	5	5	5	4	5	5
Garde-champêtre chef pal	1	1	1	1	1	1
Gardien de PM	3	4	2	1	2	2
Chef de police municipale	3	3	3	3	3	2
chef de service pm pal 1°classe	0	0	0	1	1	6
Rédacteur	0	1	2	5	5	1
Rédacteur pal	0	0	1	1	1	1
Technicien	0	0	0	1	2	3
Educateur jeunes enfants	1	1	1	1	1	0
Educateur pal jeunes enfants	0	0	1	1	1	1
Educateur chef jeunes enfants	1	1	0	0	0	0
Educateur APS	0	0	1	1	1	1
Educateur pal APS 1ère classe	1	1	1	1	1	1
Assistant socio-éducatif	0	1	1	1	2	2
Moniteur Educateur	1	1	0	0	0	0
Moniteur Educateur inter familial	0	0	1	1	0	0
Moniteur Educateur inter familial Pal	0	0	0	0	1	1
Animateur	0	1	1	2	2	1
Attaché	0	1	1	2	2	2
Attaché principal	2	2	2	3	2	1
Ingénieur Pal	1	1	1	1	0	0
Puéricultrice classe supérieure	1	1	1	1	1	1
TOTAL	183	229	194	204	207	193

Envoyé en préfecture le 12/01/2017

Reçu en préfecture le 12/01/2017

Affiché le

Berser
Levrault

ID : 031-213000137-20170111-DCM20172-DE

2011 exclu (intégration du CESAM) les dépenses de personnel ont progressé de 10.4 % entre 2012 et 2014, et de 3.2% entre 2014 et 2016.

Il est à noter une diminution en 2016 des charges de personnel d'un peu plus de 3.5% par rapport à 2015 soit - 230 000 €.

Cet effort doit se poursuivre, quelques pistes d'économies potentielles se doivent d'être approfondies :

- La mutualisation des moyens communs des services devrait être recherchée (mutualisation des secrétariats, de la communication...)
- La recherche d'automatisation de certaines tâches grâce aux nouvelles technologies devrait être recherchée (dématérialisation)

- La lutte contre l'absentéisme devra s'amplifier à l'aide d'une gestion managériale adaptée

Envoyé en préfecture le 12/01/2017

Reçu en préfecture le 12/01/2017

Affiché le



ID : 030-213000037-20170111-DCM20172-DE

- **Les charges à caractère général**

2^{ème} poste de dépenses, derrière les charges de personnel, les charges à caractère général ont augmenté de près de 34 % sur la période de référence (2011-2016)

Liées au bon fonctionnement des services, elles sont impactées par des facteurs externes tels que le prix des combustibles, des carburants, les contraintes réglementaires liées à la maintenance et aux vérifications périodiques des installations, le poids croissant des normes, l'indexation des primes et des contrats d'assurance, la maintenance des bâtiments et des équipements, notamment avec la mise en application du document unique

Pour 2017, la hausse en sera limitée à 2.6%. Les marchés passés avec Engie sur le gaz et l'électricité, avec une garantie de prix sur 3 ans, devraient permettre d'atteindre cet objectif.

La suppression du principe de territorialisation des demandes de cartes d'identité, à compter de mars 2017 (seules les mairies possédant un dispositif de recueil des empreintes digitales pourront instruire les demandes) et le transfert de l'enregistrement et de la dissolution des pactes civils de solidarité (PACS), en novembre 2017 aux officiers d'Etat Civil ne devraient avoir que peu d'incidence sur les charges à caractère général

Les fournitures scolaires resteront calculées sur la base de 47 €/élève.

- **les autres charges de gestion courante**

Les autres charges ont diminué de près de 13%, sur la période de référence. Ceci est essentiellement dû à l'intégration du CESAM dans le budget communal (environ 350 000 €). Pour 2017, la diminution provient pour l'essentiel de la « municipalisation » envisagée mais non décidée du comité des fêtes et par voie de conséquence du non versement de la subvention. Cette dernière a été répartie sur les charges à caractère général par anticipation. Si tel n'était pas le cas, une décision modificative viendrait modifier ces 2 chapitres.

- **les charges financières**

Le CRD est stabilisé à 11.5 M€ depuis 2016. Il sera maintenu à ce niveau jusque la fin du mandat.

L'annuité de la dette décroît passant de 14.18 % des RRF en 2011 à 10.96 % en 2015 (dernier exercice connu).

La répartition du capital restant dû auprès des différents prêteurs est le suivant :

- Caisse d'Epargne : 2 945 655 .17 €
- Crédit Agricole : 5 213 583.39 €
- Crédit Local de France : 2 029 159.76 €
- La Banque Postale : 946 250 €

Le taux moyen des intérêts est de 3.69 %.

Tous les emprunts sont classifiés selon la charte Gissler en 1 A

Le tableau ci-dessous vous en donne le détail

Année de réal.	Durée	capital à l'origine	CRD au 1/1 /2017	intérêts	amort.	annuité
1998	20	152 449,03 €	23 861,90 €	1 357,74 €	11 600,94 €	12 958,68 €
1999	20	304 898,03 €	61 884,24 €	2 473,49 €	19 844,07 €	22 317,56 €
1999	20	228 673,53 €	46 313,87 €	1 620,99 €	14 910,03 €	16 531,02 €
2000	20	304 898,03 €	92 540,31 €	5 626,45 €	21 128,85 €	26 755,30 €

Hôtel de Ville - Place St Louis – BP n° 23
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09

2001	20	304 898,03 €	110 765,46 €	6 424,40 €	19 728,04 €	26 152,44 €
2002	20	610 000,00 €	253 685,97 €	13 699,04 €	36 922,69 €	50 621,73 €
2002	20	457 000,00 €	190 154,65 €	10 287,36 €	27 669,05 €	37 956,41 €
2003	20	457 000,00 €	210 954,14 €	10 294,56 €	26 004,11 €	36 298,67 €
2003	20	500 000,00 €	224 915,57 €	9 806,32 €	28 166,87 €	37 973,19 €
2004	20	500 000,00 €	254 693,25 €	11 715,89 €	27 055,97 €	38 771,86 €
2004	20	500 000,00 €	240 413,73 €	8 342,36 €	26 673,65 €	35 016,01 €
2005	20	500 000,00 €	271 785,87 €	10 463,76 €	25 840,11 €	36 303,87 €
2005	20	700 000,00 €	384 617,55 €	15 769,32 €	36 195,03 €	51 964,35 €
2005	20	300 000,00 €	162 292,12 €	6 069,73 €	15 499,58 €	21 569,31 €
2006	25	1 500 000,00 €	1 066 800,53 €	42 458,66 €	53 356,41 €	95 815,07 €
2006	30	1 500 000,00 €	1 178 894,82 €	44 583,51 €	39 589,36 €	84 172,87 €
2006	20	700 000,00 €	413 380,29 €	15 419,08 €	34 864,25 €	50 283,33 €
2007	25	1 300 000,00 €	974 887,94 €	40 652,83 €	44 064,66 €	84 717,49 €
2007	25	800 000,00 €	636 479,80 €	30 487,37 €	25 085,81 €	55 573,18 €
2008	25	890 000,00 €	700 783,01 €	14 366,05 €	29 570,04 €	43 936,09 €
2009	15	450 000,00 €	241 604,29 €	10 727,23 €	30 200,54 €	40 927,77 €
2010	20	750 000,00 €	519 140,08 €	19 415,84 €	37 081,43 €	56 497,27 €
2011	25	1 000 000,00 €	750 882,47 €	28 683,71 €	39 520,13 €	68 203,84 €
2012	15	600 000,00 €	440 000,00 €	19 844,00 €	40 000,00 €	59 844,00 €
2013	10	250 000,00 €	156 250,00 €	5 199,38 €	25 000,00 €	30 199,38 €
2014	10	400 000,00 €	290 000,00 €	7 865,00 €	40 000,00 €	47 865,00 €
2015	15	850 000,00 €	736 666,66 €	7 281,83 €	56 666,67 €	63 948,50 €
2016	15	500 000,00 €	500 000,00 €	9 827,22 €	33 333,33 €	43 160,55 €
TOTAL			11 134 648,52 €	410 763,12 €	865 571,62 €	1 276 334,74 €

Pour 2017, l'annuité de la dette sera de :

	CRD	ICNE	INTERETS	AMORT.	ANNUITE
Caisse d'Epargne	2 945 655 €	46 810 €	108 584 €	252 312 €	360 895 €
CLF	2 029 160 €	40 691 €	82 363 €	128 844 €	211 208 €
Crédit Agricole	5 213 584 €	126 514 €	196 924 €	386 082 €	583 007 €
Banque Postale	946 250 €	6 152 €	22 892 €	98 333 €	121 225 €
	11 134 649 €	220 167 €	410 763 €	865 571 €	1 276 335 €

Dans un souci d'amélioration de la trésorerie, des négociations seront menées avec nos différents prêteurs afin d'obtenir un « lissage » de la dette. En effet, 80 % de l'annuité de la dette est concentrée sur les 7 premiers mois de l'année

LES RECETTES de FONCTIONNEMENT

Envoyé en préfecture le 12/01/2017

Reçu en préfecture le 12/01/2017

Affiché le



ID : 030-213000037-20170111-DCM20172-DE

	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017
produits des services	1 388 972 €	2 695 557 €	2 728 195 €	2 330 307 €	2 559 111 €	2 464 277 €	2 315 000 €
impôts & taxes	6 221 328 €	6 335 614 €	6 699 073 €	6 731 678 €	6 726 330 €	7 007 840 €	7 310 000 €
<i>dont contributions directes</i>	<i>4 894 733 €</i>	<i>5 084 331 €</i>	<i>5 387 998 €</i>	<i>5 459 159 €</i>	<i>5 540 699 €</i>	<i>5 730 611 €</i>	<i>5 948 594 €</i>
dotations & participations	2 188 643 €	2 228 620 €	2 242 284 €	2 275 146 €	2 234 256 €	2 110 013 €	2 410 000 €
<i>dont dotation forfaitaire</i>	<i>1 158 503 €</i>	<i>1 174 632 €</i>	<i>1 205 055 €</i>	<i>1 146 863 €</i>	<i>933 483 €</i>	<i>707 188 €</i>	<i>599 081 €</i>
autres produits de gestion courante	79 855 €	86 757 €	87 914 €	82 685 €	82 225 €	90 000 €	94 600 €
produits exceptionnels	70 872 €	261 575 €	124 260 €	133 591 €	136 381 €	132 632 €	40 000 €
Atténuation de charges	51 252 €	51 064 €	46 454 €	138 490 €	190 741 €	161 000 €	125 000 €
autres recettes	499 948 €	415 048 €	334 946 €	268 699 €	894 209 €	802 149 €	342 790 €
TOTAUX	10 500 871 €	12 074 234 €	12 263 126 €	11 960 597 €	12 823 253 €	12 767 911 €	12 637 390 €

Le seul levier dont nous disposons au niveau des recettes, qui représente environ 45 % des recettes budgétaires, est le levier fiscal (contributions directes). Aune augmentation conséquente de la fiscalité locale, il a été préféré une remise à niveau progressive des tarifs des services offerts à l'usager.

• Les impôts et taxes :

Premier poste de recettes de la collectivité, le produit de la fiscalité directe locale a augmenté d'un peu plus de 8 % sur la période 2011-2015 Les contributions directes ont augmenté elles de près de 19% sur la période 2011-2016.

IMPOTS LOCAUX											
	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017 (est)	B
T.H	9 142 497 €	11 015 810 €	11 781 057 €	12 395 000 €	13 093 536 €	13 868 844 €	14 196 167 €	14 288 730 €	14 393 321 €	14 810 727 €	A
F.B	8 035 497 €	8 741 965 €	9 441 297 €	9 901 000 €	10 463 276 €	10 957 870 €	11 160 148 €	11 339 550 €	11 452 252 €	11 784 367 €	S
F.N.B	251 834 €	251 401 €	194 106 €	176 000 €	177 689 €	177 702 €	179 005 €	160 974 €	206 279 €	212 261 €	E
Total	17 429 828 €	20 009 176 €	21 416 460 €	22 472 000 €	23 734 501 €	25 004 416 €	25 535 320 €	25 789 254 €	26 051 852 €	26 807 356 €	S
% évolution des bases		14,8	7,03	4,93	5,62	5,35	2,12	0,99	1,02	2,9	

T.H	14,47	15,05	15,46	15,89	15,89	16,05	16,05	16,05	16,29	16,58	
F.B	23,2	25,06	25,88	26,59	26,59	26,86	26,86	26,86	27,26	27,74	%
F.N.B	92,54	96,24	98,86	101,59	101,59	102,61	102,61	102,61	104,15	105,97	

T.H	1 322 919 €	1 657 879 €	1 821 351 €	1 969 566 €	2 080 563 €	2 225 949 €	2 278 485 €	2 293 341 €	2 344 672 €	2 455 619 €	I
F.B	1 864 235 €	2 190 736 €	2 443 408 €	2 632 676 €	2 782 185 €	2 943 284 €	2 997 616 €	3 045 803 €	3 121 884 €	3 268 983 €	M
F.N.B	233 047 €	241 948 €	191 893 €	178 798 €	180 514 €	182 340 €	183 677 €	165 175 €	214 840 €	224 933 €	P
Total	3 420 202 €	4 090 564 €	4 456 652 €	4 781 040 €	5 043 262 €	5 351 573 €	5 459 778 €	5 504 320 €	5 681 395 €	5 949 535 €	O
% évolution imposition		19,6	8,95	7,28	5,48	6,11	2,02	0,82	3,22	4,72	T

Pour 2017, nous avons retenu une majoration des taux d'imposition de 1.75 %, c'est ainsi que

Hôtel de Ville - Place St Louis - BP n° 23
 30220 AIGUES MORTES
 Tel. 04.66.73.90.90.
 Fax : 04.66.53.86.09

- le taux de la TH passerait de 16.29 % à 16.58 % pour une recette espérée de 2 455 619 €
- le taux du FB passerait de 27.26 % à 27.74 % pour une recette espérée de 3 268 983 €
- le taux du FNB passerait de 104.15 % à 105.97% pour une recette espérée de 224 933 €
- soit une recette globale attendue d'environ 5 949 535 €

La fiscalité indirecte locale est en nette baisse

- -230 000 € sur la taxe additionnelle aux droits de mutation depuis 2011
- + 20 800 € sur la TLPE

Les dotations de l'état

Elles stagnent (+ 5 % en 5ans), la DGF forfaitaire s'effondre (- 39%) entre 2011 et 2016 du fait de la contribution au redressement des finances publiques

	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (estim)	2017 (prev)
DGF forfaitaire	1 158 503 €	1 174 632 €	1 205 055 €	1 146 863 €	933 483 €	707 188 €	599 081 €

Les allocations compensatrices diminuent d'un peu plus de 30 % entre 2011 et 2016

	2011	2012	2013	2014	2015	2016 (estim.)	2017(prev.)
compensation TP	28 254 €	23 619 €	19 764 €	15 556 €	10 277 €	8 716 €	6 500 €
compensation TF	148 457 €	135 146 €	75 398 €	109 601 €	85 924 €	63 533 €	42 500 €
compensation TH	141 961 €	152 201 €	150 734 €	152 296 €	180 614 €	146 622 €	140 000 €
TOTAL	318 672 €	310 966 €	245 896 €	277 453 €	276 815 €	218 871 €	189 000 €

Les produits des services

Semblent avoir progressés de près de 85%. Si l'on ne prend pas en considération le montant des mises à disposition du personnel aux budgets annexes, l'augmentation n'est plus que de 14.5%.

Il semble opportun de mener une réflexion sur la tarification éventuelle des occupations temporaires du domaine public.

L'INVESTISSEMENT

L'investissement devrait s'équilibrer autour de 3.3 M€

Outre le prélèvement de fonctionnement d'un montant de 1M€, d'autres recettes viennent impacter la capacité de financement des équipements de la ville

- Le FCTVA, le montant à percevoir en 2017 devrait être de l'ordre de 180 000 €
- La dotation aux amortissements à hauteur de 0.8 M€
- La taxe d'aménagement y contribuera également pour 80 000 €

Envoyé en préfecture le 12/01/2017

Reçu en préfecture le 12/01/2017

Affiché le



ID : 030-213000037-20170111-DCM20172-DE

A cette capacité de financement viendront s'ajouter :

- 2 subventions pour un montant de 0.25 M€
- Le produit des cessions à savoir la vente de la perception pour un montant de 0.6 M€
- Enfin la réalisation d'un emprunt de 390 000 €, pour rester dans la ligne définie en 2016 de contenir le CRD à 11.5 M€

Les dépenses d'investissement

- Le remboursement de la dette à hauteur de 0.9 M€
- Divers frais d'études, notamment pour la modification du Plu pour environ 15 000 €
- Travaux de réfection de la toiture de la Mairie : estimation 80 000 €
- La 1^{ère} tranche des travaux de réfection de l'église : 0.5 M€
- Travaux Bâtiments communaux pour un montant de 0.3 M€ (chapelle des capucins, bâtiments scolaires ...)
- Travaux de voirie et d'environnement pour un montant de 0.8 M€
- Divers matériels pour 0.4 M€

Il est ici rappelé qu'aucun engagement pluriannuel d'investissement n'a été, à ce jour, pris par la collectivité.

LE BUDGET ANNEXE PARKING

Le budget s'équilibrera en fonctionnement autour de 1,25 M€, dont environ 0.6 M€ de personnel affecté par la collectivité.

Deux postes importants de dépenses, outre celui du personnel :

- Les locations immobilières pour environ 120 000 €, dont 110 000 € à la caisse nationale des monuments historiques
- Les locations mobilières pour 100 000 €

Les recettes des parkings devraient couvrir intégralement les dépenses de fonctionnement et permettre un autofinancement prévisionnel de l'investissement à hauteur de 120 000 €.

Comme pour le budget de la commune, le recours à l'emprunt restera contenu à 1.5 M€ de CRD. Le volume emprunté en 2017 sera de 174 500 €.

Les principaux travaux prévus pour 2017 :

- La réfection du P3 pour 135 000 €
- Travaux d'entretien sur les autres parkings : 130 000 € Etudes et travaux sur Mezy pour 91 200 €
- Divers matériels pour 10 000 €

Ci-dessous le bilan financier des recettes des parkings sur les 4 derniers exercices :

Hôtel de Ville - Place St Louis – BP n° 23
30220 AIGUES MORTES
Tel. 04.66.73.90.90.
Fax : 04.66.53.86.09

	P1			
	2013	2014	2015	2016
Janvier	14 858 €	14 142 €	15 005 €	12 893 €
Février	17 114 €	16 615 €	17 904 €	12 391 €
Mars	30 676 €	30 989 €	27 178 €	36 088 €
Avril	50 760 €	46 188 €	48 690 €	54 678 €
Mai	65 017 €	55 445 €	58 272 €	59 894 €
Juin	43 667 €	59 072 €	50 263 €	64 681 €
Juillet	64 963 €	65 335 €	51 295 €	76 513 €
Août	75 780 €	72 816 €	42 609 €	75 340 €
Septembre	56 128 €	52 525 €	37 663 €	58 112 €
Octobre	8 461 €	11 391 €	5 507 €	13 710 €
Novembre	19 856 €	18 421 €	15 794 €	24 799 €
Décembre	16 455 €	17 766 €	14 926 €	25 998 €
TOTAL	463 734 €	460 705 €	385 105 €	515 094 €

	2013	2014	2015	2016
- €	2 700 €	4 505 €	2 721 €	
- €	4 145 €	5 349 €	3 222 €	
- €	8 309 €	5 369 €	9 752 €	
- €	11 249 €	12 102 €	14 141 €	
- €	14 840 €	16 854 €	15 384 €	
16 499 €	15 497 €	16 607 €	16 370 €	
26 313 €	22 906 €	15 667 €	22 140 €	
23 904 €	21 554 €	16 910 €	21 212 €	
17 142 €	18 196 €	10 110 €	17 397 €	
2 867 €	3 673 €	1 898 €	4 033 €	
4 524 €	5 142 €	4 226 €	7 850 €	
3 605 €	4 755 €	4 078 €	6 099 €	
94 854 €	132 965 €	113 675 €	140 322 €	

	P3			
	2013	2014	2015	2016
Janvier	- €	- €	- €	- €
Février	1 891 €	2 020 €	3 565 €	8 303 €
Mars	5 944 €	7 581 €	4 894 €	9 860 €
Avril	16 637 €	14 445 €	14 340 €	19 700 €
Mai	23 393 €	17 570 €	23 010 €	20 558 €
Juin	21 344 €	15 822 €	16 009 €	20 541 €
Juillet	22 136 €	26 151 €	32 323 €	31 321 €
Août	53 144 €	50 048 €	38 202 €	34 170 €
Septembre	21 313 €	24 330 €	18 095 €	24 670 €
Octobre	6 099 €	6 084 €	3 867 €	8 570 €
Novembre	1 566 €	- €	- €	2 857 €
Décembre	- €	- €		6 744 €
TOTAL	173 466 €	164 050 €	154 306 €	187 295 €

	P4			
	2013	2014	2015	2016
2 028 €	2 451 €	4 181 €	4 830 €	
1 909 €	3 006 €	3 601 €	7 161 €	
6 454 €	9 290 €	8 175 €	18 072 €	
17 638 €	22 863 €	27 002 €	31 357 €	
22 924 €	33 289 €	36 065 €	42 409 €	
10 686 €	21 482 €	18 644 €	26 988 €	
26 711 €	43 885 €	16 812 €	49 656 €	
43 084 €	60 040 €	40 624 €	81 754 €	
18 160 €	29 534 €	25 723 €	35 479 €	
1 155 €	5 628 €	6 636 €	15 418 €	
4 131 €	3 907 €	5 481 €	6 798 €	
2 763 €	4 103 €	4 395 €	6 311 €	
157 642 €	239 477 €	197 339 €	326 232 €	

	P5			
	2013	2014	2015	2016
Janvier	- €	- €	- €	- €
Février	- €	- €	1 744 €	2 682 €
Mars	- €	471 €	3 518 €	7 044 €
Avril	- €	12 049 €	12 914 €	13 810 €
Mai	- €	21 233 €	23 640 €	19 235 €
Juin	14 000 €	12 435 €	8 352 €	11 218 €
Juillet	16 500 €	26 934 €	17 031 €	24 947 €
Août	57 760 €	54 918 €	29 417 €	42 762 €
Septembre	9 565 €	15 073 €	12 147 €	15 293 €
Octobre	- €	532 €	2 042 €	4 957 €
Novembre	- €	- €	- €	1 029 €
Décembre	- €	- €		2 341 €
TOTAL	97 825 €	143 644 €	110 803 €	145 317 €

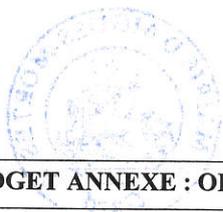
	MEZY - ST LOUIS			
	2013	2014	2015	2016
				231 €
				698 €
				1 899 €
				4 836 €
			9 485 €	8 644 €
			6 280 €	5 697 €
	15 435 €	7 245 €	14 966 €	
	39 235 €	22 072 €	28 758 €	
		5 288 €	6 929 €	
		104 €	91 €	
		343 €	664 €	
		349 €	456 €	
- €	54 670 €	51 166 €	73 869 €	

TOTAUX (hors horodateurs)				
	2013	2014	2015	2016
Janvier	16 886 €	19 293 €	23 691 €	20 675 €

HORODATEURS				
	2013	2014	2015	2016
				576 €

Février	20 914 €	25 786 €	32 163 €	34 458 €
Mars	43 073 €	56 640 €	49 135 €	82 714 €
Avril	85 034 €	106 794 €	115 048 €	138 521 €
Mai	111 334 €	142 378 €	167 325 €	166 124 €
Juin	106 196 €	124 308 €	116 154 €	145 494 €
Juillet	156 624 €	200 645 €	140 373 €	219 543 €
Août	253 673 €	298 611 €	189 833 €	283 994 €
Septembre	122 308 €	139 658 €	109 026 €	157 880 €
Octobre	18 581 €	27 307 €	20 054 €	46 779 €
Novembre	30 078 €	27 470 €	25 844 €	43 998 €
Décembre	22 822 €	26 623 €	23 748 €	47 949 €
TOTAL	987 522 €	1 195 512 €	1 012 393 €	1 388 130 €
% augmentation		21,06	-15,32	37,11

			1 394 €	
	Envoyé en préfecture le 12/01/2017		3 024 €	
	Reçu en préfecture le 12/01/2017		6 392 €	
	Affiché le		8 581 €	
	ID : 030-213000037-20170111-DCM20172-DE		7 993 €	
			13 784 €	17 691 €
			22 737 €	27 710 €
			12 457 €	11 671 €
			4 798 €	3 380 €
			679 €	1 559 €
			1 259 €	1 248 €
			- €	- €
			80 754 €	89 850 €



LE BUDGET ANNEXE : OFFICE DE TOURISME

Le budget s'équilibrera en fonctionnement aux environs de 0.4 M€, dont 250 000 € de personnel affecté par la collectivité (1 embauche en 2017)

Le reversement de la taxe de séjour au Département sera de l'ordre de 20 000 €

La prise en charge par la commune du déficit d'exploitation sera de l'ordre de 160 000 €

L'investissement s'équilibrera à 6 500 €

LE BUDGET ANNEXE : CINEMA

Le budget cinéma devrait s'équilibrer en fonctionnement aux environs de 210 000 €, dont 70 000 € de charges de personnel.

La commune contribuera à l'équilibre des comptes à hauteur d'environ 170 000 € (80%).

L'investissement s'équilibrera à 200 000 €, dont 195 000 € de travaux de mise en accessibilité.

Ces travaux seront financés par une subvention du CNC à hauteur de 62 000 € et par un emprunt de 133 000 €.

Il est demandé au conseil municipal de :

- prendre acte du rapport d'orientation budgétaire établi par le Maire,
- de prendre acte du débat d'orientation budgétaire qui vient d'avoir lieu

Le conseil municipal, après un long débat :

- prend acte du rapport d'orientation budgétaire établi par le Maire,
- prend acte du débat d'orientation budgétaire qui vient d'avoir lieu

Le Maire,
Pierre Maumejean



Certifié exécutoire compte tenu des :

- date de transmission à la Préfecture : 12-01-2017

- date d'affichage : 12-01-2017